



AMERIQUE/BRESIL - Pour les communautés indigènes, « le conflit pour la terre endommage également notre culture »

Luziânia (Agence Fides) – La question de la propriété foncière a été au centre de la rencontre des communautés traditionnelles qui a eu lieu du 25 au 28 février à Luziânia – dans l’Etat de Goiás, au centre du Brésil. A cet événement, ont participé 120 représentants des communautés traditionnelles de tout le pays qui ont discuté des modalités permettant de protéger leurs droits fonciers contre l’acaparation des terres de la part des latifundistes. Au cours des travaux, s’est fait jour la nécessité d’unir les différents mouvements sociaux et les organisations qui s’occupent de ce problème.

Les indigènes présents à cette rencontre ont dénoncé le fait que le conflit pour la terre a également miné leur culture et leurs traditions. Par exemple, les quilombolas de Rio dos Macacos, à Bahia, ont dénoncé l’action de la Marine et la violence à l’encontre de leurs communautés auxquelles est interdit de travailler la terre.

Un avocat du Conseil indigène missionnaire (CIMI) a animé un débat portant sur la Constitution et les conventions relatives aux droits des communautés traditionnelles, telles que la Convention 169 de l’OIT (Organisation internationale du Travail). Il a été indiqué que les droits de ces communautés sont déjà implicitement présents dans la Constitution brésilienne mais qu’ils doivent être mieux définis. Pour le Mouvement Quilombola du Maranhão, sur un total de 1.838 territoires délimités jusqu’à présent, seuls 121 ont un titre de propriété pouvant être reconduit aux communautés indigènes. (CE) (Agence Fides 01/03/2013)